

15.4 Entreprises publiques

Les entreprises publiques sont définies comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État.

Fin 2014, l'État contrôle en France directement 89 sociétés françaises. Par le biais de ces dernières et de leurs filiales, il contrôle au total 1 632 sociétés françaises, qui emploient 795 000 salariés. Par rapport à 2013, le nombre de ces sociétés augmente de 191 unités. Au cours de l'année 2014, le nombre de sociétés contrôlées par l'État (sociétés dites publiques) passe de 1 441 à 1 632. D'un côté il intègre 287 nouvelles sociétés, et de l'autre, il en perd 96. Le nombre important de nouvelles sociétés provient pour l'essentiel de l'entrée de Dalkia et de ses filiales, qui représentent à elles seules près de 200 sociétés, dans le groupe Électricité de France (EDF). À l'inverse, 96 sociétés sortent du périmètre, en raison de fusions ou de ventes.

En 2014, l'État entre au capital de la Société de financement local (SFIL) et à celui de l'aéroport de Marseille Provence. Inversement, la société Voies navigables de France sort du périmètre des entreprises contrôlées par l'État en devenant un établissement public à caractère administratif. À la suite de ces mouvements, 89 sociétés sont contrôlées directement par l'État, de tailles très diverses.

Malgré l'augmentation du nombre de sociétés contrôlées directement ou indirectement par

l'État, l'emploi salarié dans le périmètre est stable en 2014. En effet, l'augmentation des effectifs salariés liée à l'entrée de nouvelles unités est compensée par de légères réductions dans les unités pérennes. La plupart des grands groupes sont touchés par ces baisses d'effectifs, notamment la SNCF, La Poste et EDF.

Entre fin 2013 et fin 2014, la répartition des **sociétés publiques** par grand secteur d'activité reste très stable. Le secteur tertiaire concentre encore plus des trois quarts des effectifs salariés de l'ensemble de ces unités en 2014, malgré la légère baisse de l'emploi par rapport à 2013. La présence de l'État est prépondérante dans le secteur des transports et de l'entreposage, avec 481 500 salariés (soit plus de 60 % de l'ensemble des salariés des sociétés sous contrôle de l'État). Parmi ces salariés, neuf sur dix sont employés par les 3 groupes La Poste, la SNCF et, pour une part plus faible, la Régie autonome des transports parisiens (RATP). Les sociétés publiques des secteurs des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien emploient 60 500 salariés ; près de la moitié d'entre eux travaillent dans le secteur de la recherche et du développement. Le contrôle de l'État est plus rare dans l'industrie. Cependant, l'État conserve une part notable dans le secteur de l'énergie, en lien avec la prédominance du groupe EDF dans la production et la distribution d'électricité. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Nationalisation, privatisation : ces termes traduisent les mouvements des entreprises entre le secteur public et le secteur privé. Lorsque l'État prend le contrôle direct d'une entreprise, c'est-à-dire lorsqu'il détient plus de 50 % de son capital, on parle de nationalisation. Lorsque l'État perd le contrôle direct d'une entreprise au profit du secteur privé, on parle de privatisation.

Société : unité légale ayant la personnalité morale.

Nomenclature agrégée (NA), répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (Recme), unité légale : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 1632 sociétés contrôlées par l'État en 2014 », *Insee Focus* n° 53, février 2016.
- « L'État actionnaire », *rapport 2014-15*, Agence des participations de l'État, juin 2015.
- « Les comptes des administrations publiques en 2014 », *Insee Première* n° 1548, mai 2015.
- « En 2013, 88 sociétés sous contrôle direct de l'État emploient directement ou indirectement plus de 800 000 salariés », *Insee Première* n° 1541, avril 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2014

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre de sociétés (p)	Effectifs salariés en milliers (p)	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	7	9,1	Office national des forêts
Industrie	447	170,6	
Fabrication de machines et d'équipements électriques ¹	6	1,4	CEA
Fabrication de matériels de transport	6	14,9	DCNS
Fabrication d'autres produits industriels	32	22,0	CEA, LFB
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	403	132,3	EDF
Construction	66	2,4	EDF
Tertiaire	1 112	613,2	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	29	2,2	UGAP
Transports et entreposage	413	481,5	La Poste, SNCF, RATP, Aéroports de Paris
Hébergement et restauration	4	2,7	Adoma
Information et communication	73	22,2	France Télévision
Activités financières et d'assurance	171	22,7	Banque de France
Activités immobilières	122	2,6	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	262	60,5	CEA, La Poste
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18	10,8	Établissements français du sang
Autres activités de services	20	8,1	Opéra de Paris, FDJ
Total	1 632	795,5	

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.
Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2014

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2013	1 441	797 156
+ Entreprises pérennes	+ 1 345	- 9 942
+ Entreprises entrantes en 2014	+ 287	+ 13 760
- Entreprises sortantes en 2014	- 96	- 5 520
Entreprises présentes fin 2014 (p)	1 632	795 454

Source : Insee, Recme.

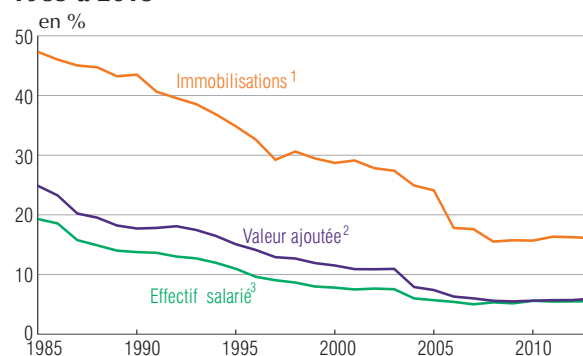
Principales entreprises à participation publique selon le chiffre d'affaires en 2014

	Chiffre d'affaires ¹ en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs en équivalent-temps plein en milliers
GDF Suez ²	74 686	2 440	150,6
EDF	72 874	3 701	148,0
Peugeot SA ³	60 713	2 343	138,6
Airbus Group ³	53 607	- 706	189,8
Orange	41 055	1 890	117,4
Renault ³	39 445	925	151,6
SNCF ³	27 243	605	245,8
Air France - KLM	24 912	- 198	94,7
La Poste	22 462	513	257,9
Safran	15 044	- 126	68,9
Thales	12 974	714	60,8
Areva ³	8 354	- 4 834	41,8
RFF ³	5 917	- 213	1,5
RATP ³	5 257	298	58,0
DCNS	3 066	- 336	13,1
France Télévisions	3 018	- 38	10,7
Aéroports de Paris	2 791	402	9,0
Française des Jeux	1 549	- 8	1,7
Nexter Systems - Giat Industries	1 238	76	4,2
Radio France	645	- 2	4,2

1. Au 31 décembre.
2. Effectifs en moyenne annuelle.
3. Effectifs au 31 décembre.

Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie de 1985 à 2013

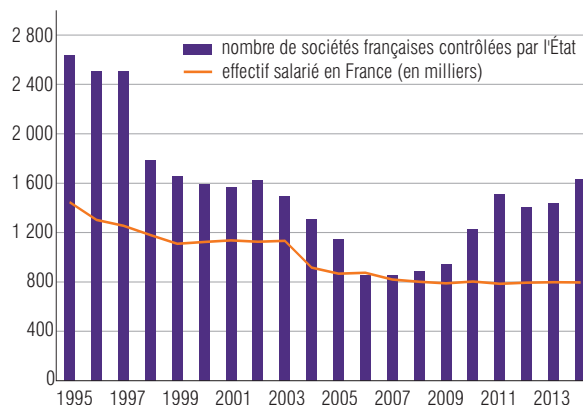


1. Essentiellement les bâtiments et les machines. 2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs jusqu'en 2008, hors taxes depuis 2009. 3. Au 31/12.

Note : depuis 2008, le secteur public est considéré comme l'ensemble des entreprises (au sens du décret LME, c'est-à-dire le groupe dans son ensemble ou l'unité légale indépendante) dont la tête est détenue par l'État.

Champ : ensemble de l'économie marchande hors secteurs agricoles et financiers.
Source : Insee, É sane, Clap, Lili.

Sociétés contrôlées majoritairement par l'État de 1995 à 2014



Source : Insee, Recme.